

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

### Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"La situation politique et sécuritaire de notre région reste toujours marquée par la persistance de la pandémie de Covid-19 d'une part, et des autres menaces sur la sécurité de nos États d'autre part. En effet, cet ennemi invisible qu'est la Covid-19 continue, depuis près de deux ans, de fragiliser nos économies, d'éprouver nos systèmes de santé, contribuant ainsi à la dégradation des conditions sociales de nos populations".

### Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI) :

"L'économie gabonaise se redresse progressivement après le ralentissement économique induit par la pandémie de Covid-19 en 2020".

### Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"Je suis très heureuse de voir une femme accéder pour la seconde fois à cette prestigieuse fonction. (...) C'est le résultat du volontarisme du président Ali Bongo Ondimba qui, en 2015, a déclaré la décennie de la femme. Le Gabon en récolte aujourd'hui les fruits, se classant parmi les pays les plus exemplaires en Afrique en matière de présence de femmes dans la vie publique".

### Mathias Otounga Ossibadjou, ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires :

"La décentralisation est un processus lent, long et permanent de transfert des compétences de l'État central vers les collectivités locales que sont les mairies et les conseils départementaux".

### Anthony Obame, taekwondoiste gabonais :

"J'avoue n'avoir pas réalisé un bon combat, celui que j'espérais. J'ai commis trop d'erreurs qui m'ont été fatales. Mais c'est aussi cela le sport".

### Sarah Myriam Mazouz, judokate gabonaise :

"Cette compétition (Ndlr : Jeux olympiques) est ma dernière, parce que je mets un terme à ma carrière internationale, tout en ouvrant un nouveau chapitre de ma vie. J'ai consacré intensément ces huit dernières années de ma vie au judo de haut niveau, avec des satisfactions et des déceptions".

# CEEAC : pour booster le processus d'intégration sous-régionale

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**D**IX-SEPT (17) décisions relatives au processus d'intégration sous-régionale ont été adoptées par les chefs d'État et de gouvernement à l'issue de la 19e Session ordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) tenue, vendredi dernier, par visioconférence.

Ces décisions visent à insuffler une dynamique nouvelle aux efforts consentis par la Commission afin de matérialiser l'intégration en Afrique centrale. Une intégration sous-régionale qui, au regard de l'insuffisance des ressources financières de la Commission, accentuée par la pandémie de Covid-19, pâtit d'un certain nombre de difficultés. Ce qui ne devrait nullement contrarier la Commission à atteindre les objectifs que lui ont fixés les leaders de la sous-région. Pour ce faire, les chefs d'État et de gouvernement ont conve-



Vue partielle des chefs d'État et de gouvernement

nu de la nécessité d'appliquer le mécanisme de contribution communautaire d'intégration (CCI), en vue de garantir la mise en œuvre efficace et soutenable du plan stratégique indicatif à moyen terme 2021-2025 et l'atteinte, justement, des objectifs de la communauté.

De même, ils ont instruit les

présidents du Conseil des ministres et de la Commission à mener une tournée à travers les onze (11) États membres de la CEEAC, en vue de la régularisation de leurs contributions. En outre, les chefs d'État et de gouvernement ont appelé la Commission à accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de lutte

contre la pandémie en tenant compte des recommandations adoptées par les ministres de la CEEAC, à l'issue de leur rencontre de juin dernier. Ils ont également salué les efforts consentis par les États membres pour faire face aux menaces auxquelles ils sont confrontés sur le plan sécuritaire.

## La Semaine Inquiétudes !

LA proclamation des résultats du premier tour du baccalauréat a sans doute dominé l'actualité de la semaine qui, du reste, aura été riche. Mais on ne va se presser à tirer des enseignements d'autant plus qu'il y a encore un second tour. Parmi les événements enregistrés pendant la semaine qui s'est achevée hier, on peut citer le 19e sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ; l'entrée en compétition des athlètes gabonais aux Jeux olympiques de Tokyo, etc.

Toutefois, en marge de ces événements, il y a un fait qui n'est pas passé inaperçu. Il s'agit de la publication dans nos colonnes d'un reportage sur l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM), la deuxième université publique du Gabon. Ce reportage nous a permis de constater qu'il n'y a pas que l'Université Omar-Bongo (UOB) qui, pour paraphraser certains, se meurt. Sa "petite

sœur" l'USTM aussi est désormais, comme l'a si bien dit notre reporter, "un malade qui requiert une prise en charge urgente".

À l'USTM aujourd'hui, tout ou presque, est en décrépitude. D'où l'ire compréhensible et défendable des étudiants et des enseignants. Au point où, à ce jour, cet établissement de l'enseignement supérieur n'a toujours pas effectué sa rentrée académique 2020-2021. Pis, celle-ci serait même suspendue à la réhabilitation des salles de cours. Dès lors, on comprend les inquiétudes partagées entre enseignants, étudiants et leurs parents.

Manifestement, la situation à l'USTM est loin d'être en phase avec les grands discours savants prononcés ici à Libreville par les responsables de l'Enseignement supérieur. Du tout. La question qui taraude les esprits face à une telle désolation est celle de savoir comment en est-on arrivé là. Comment a-t-on pu voir et laisser mourir progressivement

cette université qui, hier, faisait quand même la fierté de notre pays qui avait su booster le génie scientifique de ses jeunes ? L'État n'a-t-il pas prévu des budgets pour l'entretien de cet établissement ? Si oui, c'est une preuve d'irresponsabilité. Si non, qu'en a-t-on fait ? C'est le lieu de partager cette déclaration d'un membre du Syndicat des enseignants-chercheurs (Snec) : "S'il y a des moyens pour la construction de tels édifices, c'est qu'il y en a pour la réhabilitation. Devons-nous attendre qu'un drame se produise ? Des bâtiments qui s'effondrent ? (...)".

Pour revenir aux Jeux olympiques, et au regard de la piètre prestation des athlètes gabonais, déplorons tout simplement que cette fois, le Gabon ait été seulement au stade d'appliquer la maxime de Pierre de Coubertin : "L'essentiel est de participer".

ONDOUBA'NTSIBAH